



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Prévention des incendies par le pastoralisme dans le Gard (OC_GFCI) »

Campagne 2023

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Prévention des incendies par le pastoralisme dans le Gard » au titre de la campagne PAC 2023. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

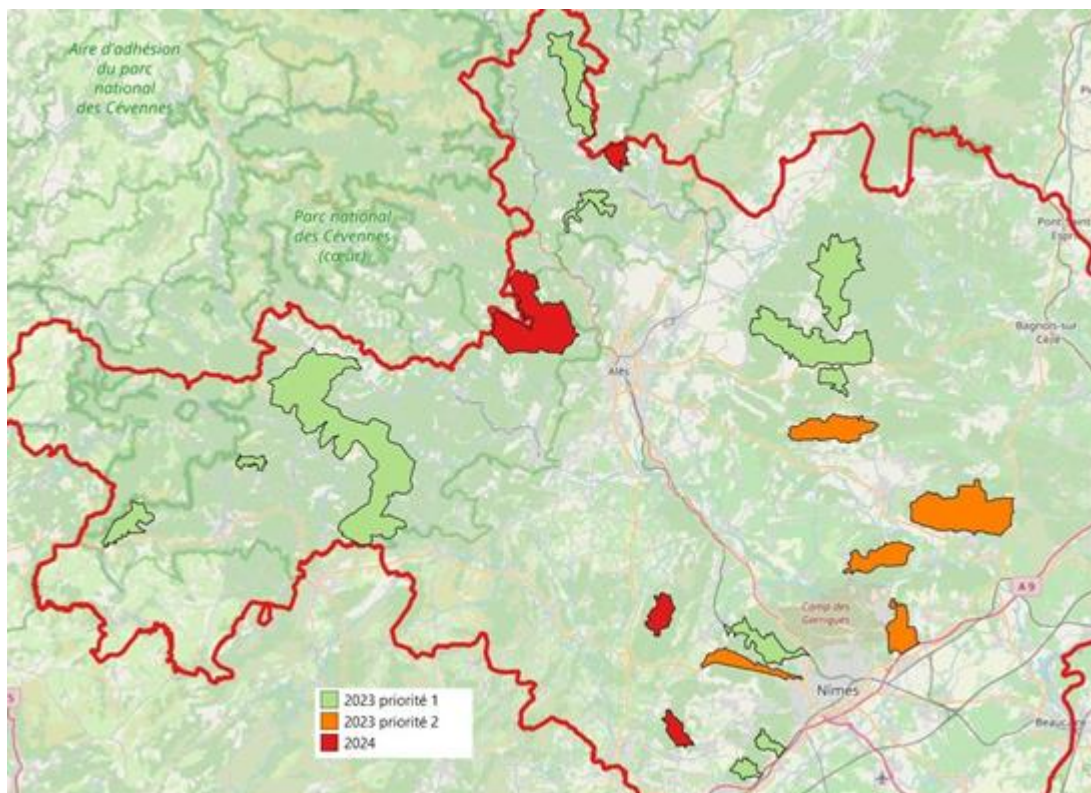
En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « PREVENTION DES INCENDIES PAR LE PASTORALISME DANS LE GARD » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

- La prévention des incendies passe par un réseau de « coupures de combustibles ». Une coupure de combustible est un ouvrage visant le cloisonnement des massifs forestiers en complément des infrastructures classiques (routes départementales et communales, pistes DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies), points d'eau,...
- 32 axes de coupures de combustibles potentielles ont été identifiés dans le Gard dans le cadre du PDPFCI. Sur ces 32 axes, 20 sont engagés dans la structuration et le maintien opérationnel. Nous porterons le PAEC sur ces 20 coupures.



En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Dans l'objectif général de :

- Réduire la probabilité d'extension des incendies en rompant l'uniformité des formations végétales propices au développement des grands feux.
- Constituer à la fois un obstacle pour le feu et un terrain de lutte sécurisé.

- Provoquer, à défaut d'arrêter, un fractionnement du front de feu, une baisse sensible de la puissance de l'incendie et un ralentissement de sa vitesse de propagation dans l'optique de la mise en place rapide des moyens de lutte.

Les mesures mobilisées doivent viser en priorité des objectifs de résultats. Les mesures de prévention des incendies doivent faciliter les opérations de lutte, en diminuant la biomasse inflammable et combustible et en maintenant des discontinuités dans la végétation. Les objectifs à atteindre sont axés sur le niveau de raclage de la strate herbacée, le contrôle du niveau d'embroussaillage par les ligneux bas ainsi que la discontinuité horizontale et verticale des plages de végétations ligneuses. Ils doivent être formalisés dans un plan de gestion.

Il convient aussi de définir un engagement à atteindre ces résultats au bon moment, c'est-à-dire avant la période à risque et recentrés sur les parcelles définies et validées par concertation locale entre services techniques de prévention incendie et pastoralisme : soit les « zones stratégiques », destinées à faciliter la lutte et les zones de renfort pastoral, contiguës, qui permettent de constituer des unités d'alimentation plus cohérentes pour les troupeaux mobilisés sur les coupures.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

| Type de couvert et/ou habitat visé | Code de la mesure | Type de mesure (système ou localisée) | Objectifs de la mesure | Montant | Financement |
|--|-------------------|---------------------------------------|--|------------|------------------------|
| Surfaces herbagères et pastorales zone de renfort | OC_GFCI_PRA3 | Localisée | Mesure complémentaire en zone de renfort pastoral permettant de constituer une unité d'alimentation pour le troupeau en zone stratégique | 72€/ha/an | FEADER 80% Etat 20% |
| Surfaces herbagères et pastorales zone stratégique | OC_GFCI_OUV1 | Localisée | Assurer par un pâturage renforcé un raclage de la strate herbacée et le maintien de l'embroussaillage | 153€/ha/an | FEADER 80% Etat 20% |
| Surfaces herbagères et pastorales zone stratégique | OC_GFCI_OUV2 | Localisée | Assurer par un pâturage renforcé et des interventions complémentaires (interventions mécaniques, brulage,..)un raclage de la strate herbacée et le maintien de l'embroussaillage | 204€/ha/an | FEADER 80% Etat 20% |

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Prévention des incendies par le pastoralisme dans le Gard (OC_GFCI) ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

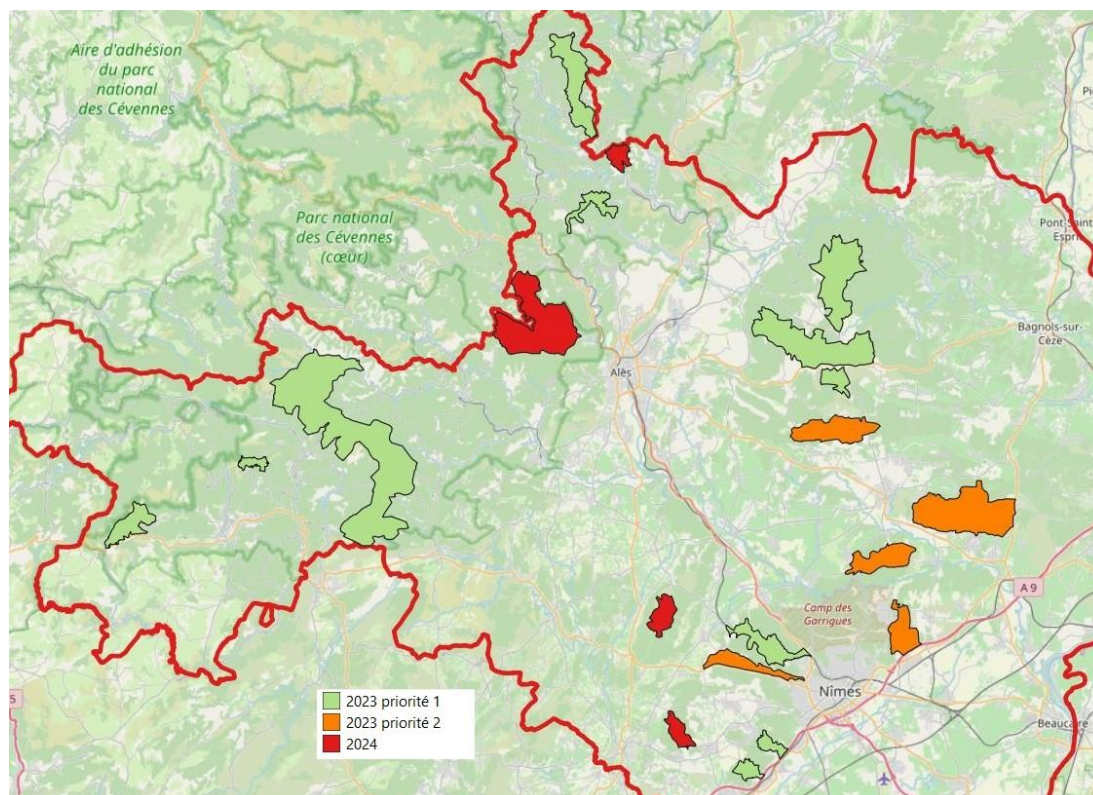
Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et aux engagements en agriculture biologique en 2023 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-soutenus-par-a7851.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Compte tenu de l'état d'avancement de chaque coupure, il a été défini des priorités de contractualisation par année.



Au sein de ces seuls secteurs ouverts à la contractualisation, les priorités seront données aux dossiers ayant :

Secteur 2023 priorité 1 avec priorité par taille décroissante de surface engagée en zone stratégique

- Si besoin de priorité supplémentaire à taille de surface engagée en zone stratégique égale : Priorité par taille décroissante de surfaces avec travaux complémentaires.

Secteur 2023 priorité 2 avec priorité par taille décroissante de surface engagée en zone stratégique

- Si besoin de priorité supplémentaire à taille de surface engagée en zone stratégique égale : Priorité par taille décroissante de surfaces avec travaux complémentaires.

Le plafond appliqué aux mesures dédiées à la DFCI est de 7500€/ea et par an. Cependant, sur certaines coupures ou dans le cas où une exploitation engage beaucoup de surfaces pour éviter toute rupture d'entretien dans la coupure, un déplafonnement ponctuel pour les exploitations agricoles qui contractualisent plus de 15ha de MAEC Biodiversité – Maintien de l'ouverture des milieux – amélioration de la gestion par le pâturage à 204€/ha/an en zone stratégique pourra être autorisé à partir d'éléments argumentés présentés au moment du diagnostic.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2023, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2023 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Emmanuelle Genevet

Chambre d'Agriculture du Gard

emmanuelle.genevet@occitanie.chambagri.fr

06 74 45 02 07

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>